

Encore plus d'Europe

■ Une étude montre que la population, même sceptique, réclame plus d'intégration.

Désamour, désintérêt, désillusion : ces sentiments primeraient face à l'Union européenne. Et pourtant, les citoyens européens en veulent plus. C'est ce qu'avance une étude réalisée par le "New Pact for Europe", une association de fondations et groupes de réflexion européens, dont la Fondation Roi Baudouin. Pour tirer une telle conclusion, le consortium s'est basé sur les chiffres du sondage Eurobaromètre du mois de mai 2013.

Les chercheurs ont commencé par identifier les défis d'avenir à relever par l'Europe. Ils sont au nombre de quatre. Tout d'abord, l'Union devra concentrer ses efforts sur son économie pour lutter, par exemple, contre l'important chômage des jeunes. Ensuite, elle aura pour mission de reconquérir la confiance perdue de ses citoyens envers ses institutions. Elle devra également répondre aux challenges sociaux. Et, enfin, s'affirmer sur la scène internationale pour ne pas y perdre petit à petit sa place.

Le "New Pact for Europe" a tiré des résultats de l'Eurobaromètre quatre options stratégiques possibles pour l'Union. La solution pour répondre à la crise serait, pour 8 % des sondés, de revenir aux bases de la construction européenne et de diminuer l'intégration qui, pour eux, aurait déjà été trop loin. La preuve : certaines législations peinent déjà à être appliquées partout.

Une autre option serait de "consolider les réalisations passées". Mais elle n'a guère de succès auprès de la population européenne, puisqu'elle ne conviendrait qu'à 4 % des personnes interrogées.

Troisième possibilité, soutenue par 12 % des citoyens, il faudrait "aller de l'avant en faisant preuve d'ambition" dans les politiques communes. Mais elles devraient se mettre en place de manière progressive, le but n'étant "pas de créer une union économique et politique totale, avec de nouveaux pouvoirs significatifs dévolus à Bruxelles".

"Un grand pas en avant"

Mais la grande majorité des personnes interrogées prône "un grand pas en avant" vers une intégration complète. Ils sont ainsi près de 58 % à penser que la meilleure solution contre la morosité passe par plus d'Europe. Les défenseurs de cette option avancent dans leurs dis-

cours "que l'Europe ne peut pas relever les défis auxquels elle est confrontée sans donner beaucoup plus de pouvoir politique à l'UE". Pour ce faire, il faudrait, par exemple, "transférer le pouvoir économique au niveau européen", estiment les chercheurs. Ce qui toucherait des domaines tels que la fiscalité, l'énergie, l'emploi, l'industrie, mais aussi la politique sociale, des compétences qui sont toujours, en partie, entre les mains des Etats membres.

Un double discours

Il existe donc un double discours au sein de la population européenne. Si une majorité juge que la situation économique est mauvaise (53,3 %), voire très mauvaise (19,3 %), refusant sa confiance aux institutions européennes (59,9 %), le "New Pact for Europe" constate "qu'il y a un soutien beaucoup plus important pour une plus grande intégration européenne que ne le laisse entendre le discours public". Les chercheurs proposent de promouvoir "l'ange" : les dirigeants ne devraient pas craindre les réactions négatives des citoyens face à leurs politiques d'intégration, mais s'en servir pour mieux vendre l'idée européenne. Et, pour "vaincre le diable", l'Union européenne doit "travailler intensément sur l'amélioration de son image en redéfinissant l'idée européenne, en la rendant plus attractive".

M.H. (st.)

58%

DES CITOYENS
européens souhaitent
plus d'intégration.



Une simulation d'élection pour un Parlement européen des enfants a été organisée en Allemagne ce vendredi.

